

Engagement solidaire en faveur des populations vivant dans les bidonvilles

Poussés par des siècles de discrimination dans leur pays d'origine, des citoyens européens d'origine Rom sont arrivées en France ces dix dernières années. Interdits de travail, ils habitent des baraquements misérables, construits sur des terrains laissés vacants.

Chez nous aussi, ces populations continuent à être confrontées de façon très virulente, à l'ostracisme et à la xénophobie. Ils sont l'objet d'expulsions répétées avec destruction de leurs abris de fortune, le plus souvent au mépris des lois en vigueur. Du fait de l'errance contrainte, ils se trouvent exclus des droits les plus élémentaires : eau courante, sanitaires, suivi médical. La plupart des enfants ne sont pas scolarisés et vivent dans un état d'insécurité permanente particulièrement traumatisante pour les plus jeunes.

Ces conditions de vie inacceptables sont principalement dues à la position du gouvernement français, qui impose aux Bulgares et aux Roumains, des mesures transitoires restreignant l'accès à l'emploi et à la protection sociale sur notre sol. Alors même qu'ils sont citoyens européens.

À **Rosny-sous-Bois**, comme ailleurs dans le département, des familles ont installé leur baraque avenue Jean Jaurès, sur l'emplacement de l'ancien ferrailleur destiné à devenir un écoquartier. La situation d'abandon dans laquelle se trouve cette population peut être génératrice de tensions avec le voisinage. D'autant plus que la majorité municipale (Uram) a cru bon de distribuer des lettres aux habitants du quartier, pour les inciter à la prudence et les assurer que tout sera fait pour faire partir les nouveaux arrivants.

Nous devons refuser le retour des bidonvilles. Toute personne a le droit de vivre dans un logement décent ou un lieu d'habitation adapté. Nous condamnons très fermement les réactions de rejet ou de racisme, d'où qu'elles viennent.

Si chacun peut se sentir impuissant, cette question des bidonvilles, aussi complexe soit-elle, doit être posée de façon collective, à chaque niveau de responsabilité politique. Prendre position clairement sur ce problème, renvoie à la volonté politique et au respect des valeurs républicaines.

Nous souhaitons interpeller les différents échelons impliqués dans cette situation inadmissible et à nous joindre au mouvement qui exige l'abrogation du statut provisoire sur le droit au travail, seul moyen de favoriser durablement l'insertion des populations roms.

Nous nous engageons à :

- Défendre la stabilité sur le territoire de la commune, des familles qui ont dû s'y installer, en attendant des solutions de logement et de lieux d'habitation adaptés.
- Exiger l'accès à l'hygiène (installation de points d'eau et de toilettes, mise à disposition et ramassage régulier de conteneurs à ordures...).
- Réclamer l'accès à la santé (suivi médical adapté, vaccination, consultation PMI et de planning familial...).
- Faciliter l'accès à la scolarisation pour tous les enfants.
- Favoriser la connaissance et la reconnaissance mutuelle pour créer des liens sociaux solides entre les familles roms et les habitants du quartier.

Prénom - Nom	Signature	Adresse mail

